

Secrétariat général pour les affaires de Corse
Plateforme régionale achats de Corse

**MARCHE DE TRAITEMENT DES NUISIBLES ET DE DÉSINFECTION
DES SERVICES ET ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT, DES CENTRES HOSPITALIERS,
LYCEES ET COLLEGES DE CORSE 2026**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

CCTP

Le présent CCTP comporte deux annexes :

- **Annexe 1** : Surface des sites avec prestations préventives en Corse-du-Sud
- **Annexe 2** : Surface des sites avec prestations préventives en Haute-Corse

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) concernent l'exécution des prestations préventives et curatives de dératisation, désinsectisation, démoustication et l'éradication des nuisibles tel que **notamment** : Souris, mulots, surmulots, rats gris, rats noirs, lérots, campagnols des champs, rats musqués ragondins, blattes, cafards, fourmis, punaises, poux, guêpes, frelons, abeilles, mites alimentaires, moustiques, chenilles processionnaires, araignées... **avec une obligation de résultat**,

L'accord-cadre comprend également les prestations de désinfection des locaux suite à infections de type Covid 19, galle...

L'accord cadre ne comprend pas le traitement des nuisibles suivants : insectes xylophages, termites et charançon rouge du palmier.

L'exécution des prestations concernent les services et établissements de l'Etat, les centres hospitaliers, les lycées et collèges de Corse listés en article préliminaire du CCAP.

Les lieux d'exécution du marché sont situés :

- Pour le lot n°1 en Corse-du-Sud.
- Pour le lot n°2, en Haute-Corse.

80 % des bâtiments (en surface) sont implantés dans les agglomérations d'Ajaccio, Bastia et Corte.

ARTICLE 2 - DESCRIPTION ET ETENDUE DES PRESTATIONS.

Les prestations s'étendent à l'ensemble des bâtiments et leurs abords comprenant bureaux, vestiaires, salle de sport, cuisines, locaux techniques et informatiques, combles, garages, logements de fonction...

2.1 - Adresses et surfaces indicatives des sites à traiter.

Les prestations de traitement des nuisibles et de désinfection concernent potentiellement 200 bâtiments répartis sur toute la Corse.

Une partie de ces 200 bâtiments ont sollicité un traitement préventif (environ 50 en 2A et 50 en 2B).

80 % des bâtiments (en surface) sont implantés dans les agglomérations d'Ajaccio, Bastia et Corte.

Seuls sont décrits en annexes 1 et 2 du CCTP les 100 bâtiments ayant sollicité des prestations préventives.

Les surfaces indiquées dans les annexes 1 et 2 du CCTP ne sont pas les surfaces à traiter mais les surfaces globales des bâtiments.

2.2- Répartition des prestations

Les prestations sont réparties comme suit :

2.2.1 - Prestations forfaitaires préventives

Elles correspondent notamment à des prestations de lutte contre les rongeurs ou contre les insectes à titre préventif : une campagne au moins **trois fois par an** pour les sites listés en annexe 1 et 2 du CCTP.

Pour les sites suivant, il est demandé 6 passages par an minimum : CROUS, aéroport de Bastia, CRS Furiani, aéroport d'Ajaccio.

La liste des sites, leur adresse et leur description est fournie en annexe 1 et 2 du CCTP.

2.2.2 - Prestations curatives ponctuelles

Elles correspondent à des prestations de lutte contre les rongeurs et contre les insectes volants et rampants, y compris les nids de guêpes ou de frelons, à titre curatif.

Elles correspondent également à des prestations de désinfection de locaux suite à infection de type Covid 19, galle...

L'exécution de ces prestations curatives est demandée par les services par l'émission d'un bon de commande auprès du titulaire, au fur et à mesure de leurs besoins.

La liste des sites concernés par cette prestation n'est pas annexée au marché. Il s'agit d'environ 200 bâtiments répartis sur toute la Corse. 80 % de ces bâtiments sont implantés dans les agglomérations d'Ajaccio, Bastia et Corte.

2.2 Inventaires de la typologie de chaque site à traiter pour les prestations forfaitaires préventives.

Pour les prestations préventives, le détail et la nature des sites (données estimatives) sont présentés dans les tableaux d'inventaires des locaux aux annexes du présent CCTP.

Sites du lot 1 : Annexe N°I

Sites du lot 2 : Annexe N°II

Les surfaces indiquées, la nature et le nombre des locaux n'ont pas valeur contractuelle.

Les surfaces indiquées dans les annexes 1 et 2 du CCTP ne sont pas les surfaces à traiter mais les surfaces globales des bâtiments.

En cas d'inventaire incomplet, le titulaire du marché ne pourra pas solliciter de complément de rémunération.

ARTICLE 3. CONDITIONS A GARANTIR

3.1 Obligation de résultat

Les prestations sont à obligation de résultat. Le prestataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour limiter de façon optimale le nombre des nuisibles **notamment** : souris, rats, cafards, blattes, fourmis, puces, punaises, poux, guêpes, frelons, abeilles, mites alimentaires, chenilles processionnaires, araignées et moustiques. Le prestataire fournira la prestation au plus haut degré.

Cette obligation de résultat ne s'applique pas au traitement des fourmis ni aux prestations de désinfection.

3.1.1 Pour les sites avec traitement préventif

Pour les sites ayant opté pour le forfait préventif, le titulaire devra intervenir au minimum trois fois par an sauf pour les sites listés à l'article 2.2.1.

Si à l'issue de ces interventions, la présence de tout type de nuisibles perdurerait, il devra intervenir autant de fois que nécessaire sans pouvoir réclamer de supplément de rémunération à l'exception des nuisibles suivants : frelons, guêpes, abeilles. Les insectes xylophages, termites et charançon rouge du palmier ne peuvent pas être traités dans le cadre de ce marché..

Toutefois pour la désinsectisation, en dehors des rongeurs, blattes et cafards, **au-delà de cinq interventions supplémentaires** en plus des trois interventions annuelles comprises dans le forfait, le titulaire pourra facturer les interventions supplémentaires sur la base des tarifs unitaires prévus pour les prestations ponctuelles de désinsectisation.

Voici un tableau résumant l'engagement du titulaire en cas de surinfestation pour les prestations préventives:

Forfait préventif	
Type de nuisibles	Engagement
Rongeurs	Interventions autant de fois que nécessaire, sans limitation
Blattes, cafards	Interventions autant de fois que nécessaire, sans limitation
Fourmis, puces, punaises, poux, mites alimentaires, mouches, moustiques, araignées...	5 interventions supplémentaires au-delà des 3 interventions annuelles
Guêpes, frelons abeilles	Hors forfait

3.1.2 Pour les prestations ponctuelles curatives

Pour les sites ayant sollicité une prestation ponctuelle curative, l'obligation de résultat aura une durée de trois mois à compter de l'intervention : si à l'issue de la première intervention, la présence de nuisibles perdurerait, le titulaire devra intervenir autant de fois que nécessaire pendant trois mois sans pouvoir réclamer de supplément de rémunération.

Toutefois pour la désinsectisation, en dehors des rongeurs, blattes et cafards, pendant la période de trois mois, **au-delà de cinq interventions supplémentaires** en plus de l'intervention initiale, le titulaire pourra facturer les interventions supplémentaires sur la base des tarifs unitaires prévus pour les prestations ponctuelles de désinsectisation.

Voici un tableau résumant l'engagement du titulaire en cas de surinfestation pour les prestations curatives :

Intervention ponctuelle curative	
Type de nuisible	Engagement
Rongeurs	Interventions autant de fois que nécessaire pendant 3 mois
Blattes, cafards	Interventions autant de fois que nécessaire pendant 3 mois
Fourmis, puces, punaises, poux, mouches, moustiques, mites alimentaires, araignées...	5 interventions supplémentaires pendant 3 mois
Guêpes, frelons abeilles	5 interventions supplémentaires pendant 3 mois, sauf si recours à nacelle

3.2 Obligation de traçabilité

Pour les locaux comprenant des zones de préparation et/ou unité de réchauffage des repas, l'entreprise devra mettre à disposition, in situ, un dossier de traçabilité selon les normes H.A.C.C.P.

L'entreprise devra nous fournir la description réglementaire des produits insecticides, le contenant et le contenu avec la préservation de la couche d'ozone et les indications de dangerosité pour l'environnement, les homologations, les fiches techniques, l'étiquetage et les fiches de données de sécurité.

3.3 Émargement du registre de sécurité

Chaque site doit obligatoirement prévoir une mention relative au traitement des nuisibles dans son registre de sécurité.

Le technicien doit obligatoirement renseigner le registre de sécurité présent sur les sites visités à titre préventif ou curatif.

3.4 Obligation de formation du personnel

Le personnel de la société devra être formé et spécialisé dans la pose de produits antiparasitaires et disposer d'un certibiocide nominatif.

Le prestataire s'assurera du suivi médical de son personnel et notamment des vaccinations exigées ou recommandées par la réglementation.

Il sera seul tenu responsable d'éventuelles morsures ou contaminations de son personnel sans pouvoir exercer aucun recours à l'encontre du représentant du pouvoir adjudicateur (secrétariat général pour les affaires de Corse).

3.5 Obligation d'astreinte

Le titulaire devra mettre en place une astreinte 7 jours sur 7 et mobilisée de 8 h à 17h.

Une ligne téléphonique devra être mise en place avec un dispositif d'escalade en cas de débordement.

ARTICLE 4. PRESTATIONS PERIODIQUES ET PONCTUELLES : NATURE ET FREQUENCE

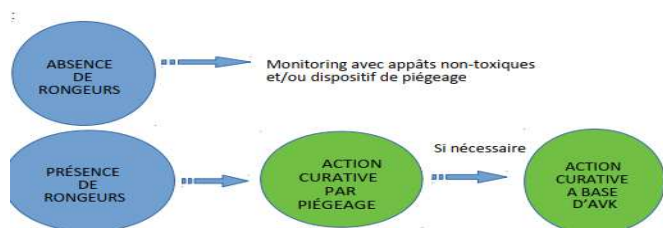
4.1 Prestations forfaitaires préventives

4.1.1 Traitement préventif de dératisation/désourisation

La mise en place de tout traitement préventif devra être réalisée en conformité aux dernières évolutions de la réglementation en 2019 (notamment décret n° 2019-642) et plus précisément l'interdiction de l'utilisation permanente et systématique des rodenticides (AVK-anti vitamine K) pour le traitement préventif.

Un diagnostic devra être réalisé site par site conformément à cette réglementation, afin de mettre en place un traitement préventif adapté limitant, dans la mesure du possible, le recours aux produits rodenticides.

Le schéma suivant devra donc être privilégié :



Un traitement systématique en préventif de tous les sites listés en annexes 1 et 2 du CCTP est effectué trois fois par an au minimum. Pour certains sites listés à l'art. 2.2.1 du présent CCTP ces fréquences sont de six fois par an minimum.

Les campagnes peuvent s'effectuer pendant les périodes suivantes :

- Octobre pour la campagne d'automne
- Février pour la campagne d'hiver.
- Juillet pour la période estivale.

- Mai pour la campagne de printemps.

La prestation pour ces bâtiments comprend l'application pièges ou produits adaptés dans les espaces sensibles type caves, sous-sols, vide-sanitaires, chaufferies, armoires et gaines électriques et tout autre point stratégique identifié par le prestataire.

Le titulaire devra :

- assurer la destruction des rongeurs par des appâts ou autres dispositifs, adaptés aux types de nuisibles et aux sites (bâtiments, réseaux) tout en veillant au respect de l'environnement ;
- utiliser des moyens techniques, comme la disposition des appâts, en prenant en compte la sécurité des personnes (notamment, établissements recevant du public, présence d'enfants en bas âges et de personnes fragiles) et de la configuration des lieux : bâtiments, réseaux eaux usées et pluviales ainsi que les espaces extérieurs. Les appâts pourront être déposés dans des postes d'appâtage verrouillés si les conditions de sécurité le nécessitent.
- utilisé pour la dératisation et la désinsectisation devront être homologués par le Ministère de l'Écologie du Développement durable et de l'Énergie ou par un autre État membre de l'Union Européenne.
- fournir un certificat pour les applicateurs et distributeurs de produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés (Certificat Certiphyto ou Agreement DAPA).
- pour les opérations dans les bâtiments, l'opérateur devra laisser sur place une fiche indiquant le nom de la matière active utilisée, la date de son passage.
- rendre disponible toutes informations sur le traitement et le produit utilisé auprès de l'entreprise titulaire qui a réalisé le traitement.

4.1.2 Traitement préventif de désinsectisation

Elle concerne tous les insectes : cafards, blattes, fourmis, mouches, puces, punaises, poux, mites alimentaires, frelons, guêpes, abeilles, chenilles processionnaires, araignées et tout autre insecte susceptible d'infester les bâtiments, les réseaux et leurs abords.

Ne concerne pas les insectes xylophages, termites et charançon rouge du palmier.

Un traitement systématique en préventif de tous les sites listés en annexes 1 et 2 du CCTP est effectué trois fois par an au minimum. Pour certains sites listés à l'art. 2.2.1 la fréquence est de six fois par an minimum.

La prestation pour ces bâtiments comprend l'application des produits insecticides dans les espaces sensibles et tout autre point stratégique identifié par le prestataire.

Prestation: élimination par application de produits de contact, pulvérisés ou/et par nébulisation tout en veillant au respect de l'environnement et à la sécurité des personnes (applicateurs, résidents et riverains).

4.2 Prestations ponctuelles curatives

4.2.1 Délais d'intervention

Les délais maximums d'intervention relatifs aux prestations de dératisation et de désinsectisation à titre curatif sont de 1 jour ouvré, 2 jours ouvrés pour les sites se situant à plus de 50 km d'Ajaccio et/ou de Bastia. Sur la commune de Corte, le délai est de 1 jour ouvré.

Dans certains cas d'urgence **absolue** (présence de nuisible dans des blocs opératoires par exemple, présence de rongeurs dans les équipements techniques des tours de contrôle etc...), des interventions exceptionnelles devront pouvoir être réalisées en urgence et/ou en dehors des jours ouvrés.

En cas d'urgence absolue, le titulaire s'engage à intervenir dans les délais suivants à compter de la demande d'intervention :

- en moins de 12 heures en cas de demande d'intervention reçue avant 12:00 ;
- en moins de 24 heures en cas de demande d'intervention reçue après 12:00.

Le titulaire s'engage à fournir au responsable du suivi du marché un numéro d'appel qui sera réservé exclusivement à l'appel en situation d'urgence absolue.

Ce numéro sera tenu à jour et fonctionnera également 7/7 jours de 8 heures à 17 heures.

Tout changement concernant ces numéros d'appels devra immédiatement être communiqué au responsable du suivi du marché.

4.2.2 Traitement curatif de dératisation

L'entreprise devra employer des produits de dératisation adaptés à chaque rongeur, utiliser de bons appâts « pouvoir attractif » et les fixer aux endroits les plus appropriés pour permettre l'élimination des nuisibles.

Autant de passages seront prévus, à la charge du titulaire, dans les trois mois suivant le traitement si le produit utilisé s'avérait inefficace.

4.2.3 Traitement curatif de désinsectisation

Ces prestations portent sur les nuisibles suivants (liste non exhaustive) : fourmis, blattes, puces, punaises de lit, gales, lépismes argentés, mouches, fourmis volantes, mites alimentaires, mouches, moustiques, araignées, nids de frelons, de guêpes, etc.

Hors insectes xylophages, termites, charançon rouge du palmier.

L'entreprise devra employer des produits de désinsectisation adaptés à chaque insecte, utiliser de bons appâts « pouvoir attractif » et les fixer aux endroits les plus appropriés pour permettre l'élimination des nuisibles.

Les insecticides liquides devront être prêts à l'emploi sous forme concentré ou de dose hydrosoluble et biodégradable.

Les insecticides biocides utilisés ne devront pas présenter de risques pour l'être humain.

Le traitement de désinsectisation sera réalisé sur l'ensemble du site ou parties du site mentionné dans le bon de commande. Une attention particulière sera portée sur les endroits sensibles, à savoir :

- coin repas,
- zones humides (points d'eau, toilettes, etc.),
- zones chaudes (chaufferie, etc.)
- bouches de ventilation,
- sous-sols, vides sanitaires, locaux à poubelles intérieures et extérieures.

Pour le traitement des punaises de lit, poux et puces il sera demandé de procéder conformément aux normes HACCP : une première phase de traitement par pulvérisation, une seconde phase de traitement par pulvérisation et fumigation une semaine après, puis un contrôle et un nouveau traitement si nécessaire environ 3 semaines après la seconde phase.

Le titulaire s'engage à réaliser des traitements selon les normes HACCP (système d'analyse des dangers et des points critiques pour la maîtrise de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires).

Pour les blattes et cafards, autant de passages seront prévus, à la charge du titulaire, dans les trois mois suivant le traitement si le produit utilisé s'avérait inefficace.

4.2.4 Traitement curatif des guêpes frelons

S'agissant de la destruction des nids de frelons et de guêpes, le titulaire s'engage à utiliser la solution adaptée au contexte (fumigation, pulvérisation, etc.) afin de garantir l'efficacité du traitement et l'absence de risque pour les personnes fréquentant la zone traitée.

Lorsque l'essaim ou le nid sont apparents, le traitement des hyménoptères de type guêpes et frelons sera réalisé par utilisation d'un insecticide liquide.

Pour des nids ou essaims de guêpes et de frelons situés dans les fissures ou en terre, l'application sera réalisée à l'aide d'un insecticide ou poudre de contact.

Pour des nids ou essaims de guêpes et de frelons situés en hauteur (sous toiture, dans les arbres, etc.) l'intervention nécessitera l'utilisation d'une plateforme mobile élévatrice de type nacelle ou le travail sur cordes.

Chaque intervention fera l'objet d'un plan de prévention établi entre le titulaire et le responsable du site. Dans tous les cas, les nids accessibles devront être retirés par le titulaire.

4.2.5 Traitement curatif de démoustication: moustiques adultes

Il s'agit de traiter ponctuellement les sites envahis par des moustiques adultes. Les produits employés auront pour objectif la destruction des moustiques.

Le traitement se fera à l'aide de produits conformes à la législation et aux normes en vigueur. La substance active devra être totalement inoffensive pour la faune autre que les moustiques et la flore. Elle devra également être sans danger pour les animaux domestiques (chats, chiens...).

Une fiche technique et la fiche de données de sécurité du produit utilisé devront être annexées au mémoire technique.

Le prestataire aura une obligation de résultat et devra mettre la quantité nécessaire de produit qui sera adaptée à la zone à traiter pour enrayer les moustiques adultes et les larves de moustiques.

4.2.6 Dispositif exceptionnel de répulsion anti-pigeons/étourneau

Afin de supprimer les nuisances liées à la prolifération des pigeons, la mise en œuvre de dispositifs de répulsion anti-pigeons pour protéger les bâtiments des services pourra être demandée au titulaire sur devis, à titre exceptionnel.

L'utilisation de dispositifs répulsifs anti-pigeons pourra être autorisée après validation, par le responsable du site, des modalités techniques d'accès aux zones à protéger et des conditions de sécurité des intervenants.

Les interventions en hauteur feront l'objet d'un plan de prévention établi entre le titulaire et le responsable du site.

Une visite d'inspection préalable sera réalisée sur site en présence des différentes parties au cours de laquelle seront étudiées les modalités d'intervention.

4.2.7 Traitement ponctuel de désinfection, de décontamination, de désinsectisation, de désodorisation de locaux ou véhicules

Il ne s'agit en aucun cas de prestations de type nettoyage.

Le traitement ne pourra pas être réalisé par des agents de nettoyage « classique ». Seul du personnel formé à la désinfection sera habilité à intervenir.

Quand une telle intervention s'avère nécessaire, un protocole de désinfection doit être établi afin de définir les zones et les moyens mis en œuvre respectant les modes d'utilisation des produits utilisés.

Pour les cas de gale :

Une désinfection de l'environnement du malade par un produit acaricide, l'A-PAR est indispensable.

Tous les éléments du mobilier constitués de matériaux absorbants et potentiellement en contact avec des sujets atteints, doivent être traités (pas de risque de contamination par le biais de surfaces froides et inertes telles que la vaisselle, les couverts, les stylos ou les cahiers...).

Après la pulvérisation de l'acaricide, un nettoyage complet des locaux traités et du mobilier doit être réalisé.

Ce nettoyage n'est pas à la charge du titulaire du marché de désinfection.

Lors de ce type d'intervention, le titulaire devra veiller à assurer un affichage adapté et clairement visible pour informer les occupants des locaux de l'interdiction d'accès aux zones désinfectées durant le temps prévu par le fournisseur.

Pour les cas de Covid-19 :

La désinfection aura lieu exclusivement par nébulisation lors de la présence de germes d'une maladie à déclaration obligatoire.

Les dispositifs de désinfection par la vapeur (DDV) utilisée pour lutter contre le SARS-CoV-2 doivent présenter une activité virucide en milieu de la santé humaine, selon la norme NF T72-110 de mars 2019- « Procédés de désinfection des surfaces par la vapeur avec ou sans contact- Détermination de l'activité bactéricide, fongicide, levuricide, sporicide et virucide incluant les bactériophages ». (INRS)

Pour qu'un produit puisse revendiquer une activité virucide, il doit répondre aux tests décrits dans la norme NF EN 14476 (INRS institut national de recherche et de sécurité)

Après la pulvérisation du virucide, un nettoyage complet des locaux traités et du mobilier doit être réalisé.

Ce nettoyage n'est pas à la charge du titulaire du marché de désinfection.

Lors de ce type d'intervention, le titulaire devra veiller à assurer un affichage adapté et clairement visible pour informer les occupants des locaux de l'interdiction d'accès aux zones désinfectées durant le temps prévu par le fournisseur.

ARTICLE 5 - DÉCLENCHEMENT DES PRESTATIONS

5.1 Prestations forfaitaires préventives

Les prestations seront déclenchées pour chaque site par un bon de commande de rattachement.

Le prestataire aura obligation, à sa première visite, de visiter l'intégralité des bâtiments listés pour déterminer les points sensibles, les lieux à traiter.

Il remettra au représentant du site, à l'issue de cette première visite exhaustive, un diagnostic précisant le niveau de sensibilité de chaque bâtiment et éventuellement les mesures spécifiques à prendre, en vue de limiter la présence de nuisibles (ex : bâtiment sans risque ne nécessitant pas de surveillance a priori, bâtiment nécessitant surveillance mais pas de traitement pour l'instant, bâtiment à traiter systématiquement... etc).

Une fois que le prestataire aura ainsi la connaissance des lieux, il pourra, lors des visites suivantes, ne passer que sur les bâtiments nécessitant intervention ou surveillance selon son propre diagnostic. Tous les bâtiments, traités ou non lors de la campagne, seront néanmoins pris en charge par le prestataire au titre de la garantie (article 3 du présent CCTP).

Cette première visite devra avoir lieu dans les 30 jours de la notification du bon de commande de rattachement du site.

Les prestations préventives devront faire l'objet d'un planning prévisionnel qui sera établi et transmis pour la première fois dans les 30 jours qui suivront la notification du marché puis avant le 15 janvier de chaque période de reconduction (calée sur l'année civile). Ce planning sera communiqué par mail au SGAC et au responsable de site dont l'adresse figure dans les inventaires (annexes 1 et 2 du CCTP). Un mail sera adressé par le titulaire au responsable du site visité au moins 14 jours à l'avance à l'adresse mail indiquée dans les annexes 1 et 2 du CCTP afin de rappeler la date et le créneau horaire. En cas de non réponse à son mail, le titulaire s'engage à contacter par téléphone le service à visiter afin d'obtenir à minima une confirmation téléphonique avant d'intervenir et ainsi éviter tout déplacement inutile pour lequel le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Une fois que le site visité aura donné son accord pour valider la date d'intervention ainsi que le nom du technicien qui interviendra, il ne sera plus possible au titulaire d'apporter de modification, sauf à devoir planifier un nouveau rendez-vous en accord avec le service bénéficiaire.

Le titulaire devra fournir le nom du technicien se rendant sur site, la date de visite programmée avant la visite préventive. Le technicien sur site devra être muni de sa carte professionnelle et carte d'identité.

5.2 Prestations ponctuelles à bons de commande

La prestation sera enclenchée par l'émission d'un bon de commande. Il sera transmis au titulaire par les services, par mail ou tout autre moyen avec horodatage.

En cas d'envoi par mail, le titulaire devra répondre au mail pour accuser réception de la demande. Aucune commande ne peut être passée par téléphone sous peine de non-paiement. Seul un bon de commande valide la commande.

À l'issue de chaque intervention, les agents du titulaire devront faire signer un bon d'intervention au responsable du site ou son représentant précisant la date, le lieu et la nature de l'intervention.

5.3 Prestation d'urgence lors d'une re-infestation

En cas de re-infestation d'un site qui aurait été traité par le titulaire trois mois avant, celui-ci s'engage à procéder à une nouvelle intervention à ses frais.

Dès réception de la demande d'intervention, le titulaire devra intervenir dans un délai maximum de 2 jours ouvrés, sauf urgence absolue.

5.4 Bon de passage

À l'issue de chaque intervention (préventive ou curative), les agents du titulaire devront faire signer un bon d'intervention succinct au responsable du site ou son représentant précisant la date, le lieu et la nature de l'intervention.

Ce bon sera annexé au rapport d'intervention que le titulaire remet sous 10 jours après la fin de l'intervention au responsable du suivi du marché.

5.5 Rapport d'intervention

À l'issue de chaque intervention, le prestataire remettra par mail sous 10 jours au responsable de site un rapport d'intervention succinct précisant pour chaque bâtiment prévu au contrat l'ensemble des constatations effectuées ainsi que le type d'intervention réalisée lors de sa venue.

Le rapport devra contenir :

- le bilan de sanitation ;
- les fiches techniques des produits utilisés ou tout document équivalent ainsi que les fiches de données de sécurité des produits ou tout document équivalent.

ARTICLE 6 - Législation et réglementation

Le prestataire de service respectera les prescriptions des lois et règlements en vigueur en matière de police sanitaire et de protection animale, et notamment :

- le Code de la Santé Publique ;
- le Code de l'Environnement – notamment des articles L 522-1 et suivants et R 522-1 et suivants, les articles L 427-8, R 427-10, 14, et 16 ;
- le Code du Travail, et notamment les articles L 4121-1 et suivants, ainsi que les stipulations relatives à l'utilisation des lieux de travail ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2212-2 et les arrêtés municipaux pris en application ;
- le Code Rural et de la Pêche Maritime ;
- le Code de la Construction et de l'habitation ;
- le Règlement (UE) n°528/2012 du 22/05/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides ;
- le Règlement (UE) n° 334/2014 du 11/03/14 modifiant le règlement (UE) n° 528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides, en ce qui concerne certaines conditions d'accès au marché ;
- le Décret n° 2019-642 ;
- l'Arrêté du 19 mai 2004 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides ;
- l'Arrêté du 7 avril 2010 relatif à l'utilisation des mélanges extemporanés de produits visés à l'article L 253-1 du code rural ;
- l'Arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- l'arrêté du 09 octobre 2013 relatif aux conditions d'exercice de l'activité d'utilisateur professionnel et de distributeur de certains types de produits biocides (**arrêté « Certibiocide »** prévoyant un certificat individuel obligatoire pour cette activité)
- l'arrêté Préfectoral du 01 janvier 1980 portant Règlement sanitaire Départemental du 1^{er} janvier 1980.
- l'Arrêté du 8 septembre 1999 pris pour l'application de l'article 11 du décret n° 73-138 du 12 février 1973 modifié portant application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en ce qui concerne les procédés et les produits utilisés pour le nettoyage des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées, produits et boissons pour l'alimentation de l'homme et des animaux ;

L'emballage et l'étiquetage des produits doivent être conformes aux dispositions réglementaires et à la décision d'autorisation de mise sur le marché. Les matières actives seront obligatoirement des produits antiparasitaires homologués par le ministère de l'Agriculture (ou norme européenne équivalente).

Le prestataire doit être titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas de dommages ou accidents causés par l'exécution des prestations

ARTICLE 7 – PERSONNEL D'INTERVENTION

7.1 Liste nominative du personnel

Le titulaire du contrat est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de ce personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux. Il veillera au respect des règles déontologiques, notamment au secret professionnel.

Dans les 30 jours avant la date de démarrage des prestations, le titulaire fournit au responsable de site la liste nominative des personnels affectés à la réalisation des prestations et la photocopie de leur pièce d'identité (y compris le personnel de remplacement ; le personnel d'encadrement dès lors qu'ils seront amenés à effectuer des contrôles/interventions sur le site).

Le titulaire mettra en place une organisation des équipes de telle sorte qu'à chaque campagne, au moins un membre de l'équipe connaisse les lieux, notamment pour les prestations récurrentes de dératisation.

Les agents de la société titulaire ou de ses sous-traitants ne pourront exercer leur activité dans les locaux désignés au marché qu'après agrément de la personne publique. Celle-ci peut refuser d'agréer un agent sans avoir à en fournir les motifs. Le titulaire déclare régler les litiges trouvant leur source dans un refus d'agrément avec son personnel.

Le défaut d'agrément n'entraîne aucune conséquence sur le marché mais fait obligation au titulaire, dès notification de la décision, de remplacer les agents non agréés par d'autres qui le sont. À cet effet, le titulaire devra demander une autorisation d'accès pour chaque nouveau personnel affecté à l'exécution du marché.

La liste initiale ainsi que ses éventuels modificatifs comportent les renseignements suivants :

- nom, prénom(s),
- date et lieu de naissance,
- adresse personnelle complète et précise avec indication du code postal.

Le personnel applicateur des produits devra être titulaire du certibiocide.

7-2 Vêtements et équipements de travail.

Les intervenants doivent respecter l'usage unique des gants et procéder à leur changement après manipulation des produits.

Ils ne doivent pas manipuler poignées de porte et autres points de contact avec des gants qui ont été en contact avec les produits.

Lors de chaque intervention, le titulaire (ou le sous-traitant) devra impérativement s'assurer :

- que l'ensemble de son personnel intervenant soit équipé en équipements en protection individuelle (E.P.I.), conformément à leur activité avec le logo du prestataire ;
- que chaque intervenant soit titulaire des habilitations nécessaires à réaliser l'exécution des prestations, objet du marché en toute sécurité ;
- que chaque intervenant soit doté d'une trousse de secours ;
- que les méthodes et les outils de sécurité des intervenants soient décrits ;
 - *par avis de passage avec les consignes de sécurité,
 - *par signalisation des chantiers, (affichage, limitation des zones de travaux, balisage, etc.),

De plus, le titulaire doit être en mesure de fournir au responsable de site les « fiches de données de sécurité » mentionnant la composition chimique des produits utilisés ainsi que l'antidote, à chaque fois qu'il le demande. Ces informations devront notamment être indiquées sur chaque boîte d'appât et être mises à jour régulièrement.

Le titulaire veille à ce que les procédures d'utilisation des produits soient strictement appliquées et respectées par son personnel.

Aucun salarié du titulaire non revêtu de son vêtement de travail, sans insigne ou dans une tenue négligée ne sera admis sur le site.

7-3 Comportement du personnel.

Le personnel du titulaire et de ses sous-traitants devra respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiquées par l'autorité responsable des lieux.

L'administration se réserve le droit, sans qu'il puisse être réclamé d'indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité. Cette mesure est de portée générale et définitive : elle interdit au titulaire d'affecter l'agent à l'encontre duquel a été prise la mesure d'éviction, sur un autre site désigné au marché.

7-4 Clause de confidentialité.

Le titulaire s'engage à ce que tous les renseignements commerciaux, juridiques, financiers, comptables, personnels, logistiques ou autres concernant les locaux, les activités et le personnel du client dont il pourrait avoir connaissance, où qui lui seraient communiqués dans le cadre de l'exécution du présent marché, soient considérés comme confidentiels.

Le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour ses salariés, à ne pas communiquer à quiconque, sous quelque forme que ce soit les renseignements recueillis. Toutes les mesures seront prises par le prestataire pour faire respecter cet engagement pendant et après la fin du présent contrat.

Le titulaire pourra être rendu responsable des préjudices qui seront causés par le manque de discrétion de son personnel.

Les obligations du présent article s'appliquent également aux éventuels sous-traitants qui pourraient éventuellement intervenir. Le titulaire s'engage à les informer de ces obligations.

7-5 Dispositions spécifiques concernant les locaux de la police, gendarmerie, Cour d'appel, administration pénitentiaire

L'exécution du marché présente un caractère secret au sens de l'article 5.3 du CCAG FCS 2021 pour tous les locaux précités.

Dans le cadre des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des titulaires des marchés intéressant la sûreté de l'État, le titulaire déclare :

1°) Avoir pris connaissance de :

- l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret et des informations concernant la défense nationale et la sûreté de l'État n° 1300 SG 10/07/8910 du 12 mars 1982 ;
- l'instruction interministérielle sur la protection du secret dans les marchés intéressant la sûreté de l'Etat du 1er octobre 1986, modifié.

2°) Se soumettre à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret.

ARTICLE 8 - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES BIENS

8.1 Travaux en hauteur

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de ses prestations, ainsi que la protection et la signalisation de ses interventions.

Certaines interventions nécessiteront de travailler en hauteur (enlèvement des nids de guêpes et frelons par exemple). Les travaux devront s'effectuer conformément aux règles de sécurité imposées dans ce domaine par la législation du travail.

8.2 Plan de prévention des risques

Conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992, un plan de prévention sera établi entre le titulaire et le service concerné pour les travaux dangereux et notamment pour chaque intervention en hauteur (utilisation de plateforme mobile élévatrice, travail sur cordes, etc.).

À cette fin, le titulaire s'engage à fournir toutes les pièces utiles et à faire respecter l'ensemble des consignes de sécurité à son personnel ainsi qu'à ses sous-traitants, le cas échéant.

Le plan de prévention indique de façon précise et détaillée :

- l'identification précise du titulaire et le cas échéant du sous-traitant ;
- la liste exhaustive des risques liés aux activités et des zones à risques ;
- les moyens et mesures de prévention prévus pour chacune d'entre elles sur le plan :
 - * des équipements de sécurité individuels et collectifs ;
 - * des matériels et produits utilisés ;
 - * des modes opératoires.
- les éléments relatifs à l'organisation des secours ;
- les instructions, consignes, informations et formations précises à donner aux salariés ;
- la liste des installations mises à la disposition du titulaire (locaux, vestiaires, sanitaires, etc.)

Le titulaire s'engagera également à ne causer aucune dégradation, aucun accident et/ou incident aux marchandises, aux matériels ou aux personnes durant les phases d'interventions préventives ou curatives, objet du marché.

ARTICLE 9 - RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SANTÉ

9.1 Qualité et traçabilité des produits utilisés par le titulaire

Le titulaire s'engage à utiliser, selon les lieux et les circonstances, les produits les plus appropriés avec un conditionnement adapté.

En cas de changement, en cours d'exécution du marché, de produits présents dans la liste fournie par le titulaire dans son offre, le titulaire devra en informer le responsable du suivi du marché et fournir la fiche technique du produit.

Les caractéristiques du nouveau produit devront respecter les clauses du marché.

Ces produits devront garantir l'impossibilité d'absorption par les animaux domestiques.

À l'occasion de chaque intervention, le titulaire apposera dans les zones traitées une étiquette comportant la date de son intervention, les produits mis en place, la matière active de leur composition, le numéro d'homologation du produit, ainsi que l'antidote et le numéro de téléphone du centre anti-poison. Le titulaire procédera également, en cas de présence d'anciens produits (touchés, vieux, abîmés, mouillés), au retrait de ceux-ci et à leur remplacement par des produits neufs.

Les produits utilisés devront impérativement répondre à la réglementation européenne sur la directive des biocides. Ils doivent également être adaptés à la destruction des espèces concernée. Le titulaire devra être en mesure de fournir au responsable de chaque site, pour chaque biocide utilisé, les autorisations de mise à disposition sur le marché (AMM) prévues aux chapitres VI et VII du règlement (UE) n°528/2012 ou tout autre pièce justificative, à chaque fois qu'il le demande.

Les produits utilisés ne devront pas être classés dangereux suivant la directive européenne CE n°1272/2008.

Tous les intervenants seront titulaires du certificat individuel d'utilisation des produits pharmaceutiques. L'agrément de chaque applicateur sera exigé conformément au décret n°2011-1325 relatif au référentiel de certification pour l'activité « application en prestation de service de produits phytopharmaceutiques ».

Le titulaire devra être titulaire de l'agrément professionnel délivré par le Ministère de l'Agriculture (Loi 92-533 du 17 juin 1992).

9.2 Gestion des déchets

Tous les emballages des produits utilisés (aérosols, sachets, boîtes et autres, etc.), matériels, équipements et consommables, seront gardés par les intervenants puis évacués et stockés par le titulaire pour acheminement vers un centre de traitement agréé, dans le respect des règles de la collecte sélective éventuelle et suivant la réglementation en vigueur.

Les animaux morts objets des traitements du titulaire seront enlevés par ses soins et stockés pour acheminement vers un centre de traitement agréé, à sa charge.

Le titulaire veillera à ce que les déchets liquides ne soient pas rejetés dans les réseaux d'eau pluviale et évite toute obstruction ou dégradation des canalisations d'évacuation et des siphons de sols.

Le titulaire ne doit pas entreposer des sacs de déchets dans les bâtiments. Il est également interdit de brûler les déchets sur les sites.

Le titulaire devra être en mesure de fournir au responsable du suivi du marché, les bordereaux de suivi des déchets à chaque fois qu'il le demande.

ARTICLE 10. AUTRES CONSIGNES.

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et lui-même respectent :

- les consignes écrites ou verbales du client,
- les consignes de mise sous alarme,
- les horaires d'intervention prévus sur le site,
- les consignes, règles et interdictions relatives aux règlements intérieurs du prestataire et du client.

D'une façon générale, le titulaire devra prendre immédiatement toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser les contrevenants à ce qui précède, toutes malfaçons dans le travail, toutes dégradations, tout non-respect de la sécurité, signalés ou non par le responsable de site.

ARTICLE 11 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans une volonté de protection de l'environnement fait application des articles L 2111-1 et L. 2112-2 du code de la commande publique, ainsi que des conditions définies à l'article 16.2 du CCAG FCS en intégrant une clause environnementale.

Le titulaire devra, pour chaque lot, utiliser des méthodes permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement notamment la gestion des déchets produits en cours d'exécution du marché, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Il devra également réaliser des prestations correspondant à des objectifs de développement durable et de diminution des rejets de CO2, notamment le recyclage des consommables ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales.

Par ailleurs, le titulaire devra fournir les fiches de données de sécurité de chaque produit utilisé, pour chaque lot.

Enfin, dans une démarche écoresponsable, le titulaire s'engage à optimiser les tournées des employés exécutant les missions dans le but de réduire les émissions polluantes liées aux transports, à générer le moins de nuisances sonores pendant le déroulement des prestations, à privilégier l'utilisation de produits respectueux de l'environnement, ainsi qu'à

remettre les rapports sous format électronique ou, en cas de demande d'une remise sous format papier, d'utiliser un papier écoresponsable.